

Les tendances du capital investissement pour 2020

• 36% des fonds vont investir dans de nouvelles sociétés

• 33% vont se désengager

QUELS seront les principaux challenges pour les capital-investisseurs en 2020? Vers quelles zones d'investissement iront-ils en priorité? Dans quel secteur? Telles sont les quelques interrogations importantes auxquelles a tenté de répondre l'Association marocaine des investisseurs en capital (Amic) dans une étude sur les tendances du capital investissement pour l'année en cours. L'enquête qui a été confiée pour la 12e année consécutive au cabinet Grant Thornton a porté sur l'ensemble des sociétés de gestion adhérentes à l'Amic ayant un bureau de représentation au Maroc et dont une partie des fonds à investir est dédiée au pays. Les fonds investissant majoritairement dans les PME et les entreprises non cotées, les fonds ayant une période de vie limitée dans le temps, les fonds d'infrastructure investissant dans le green et le brownfield ont été pris en compte. La collecte de données a été réalisée par voie

interrogées vont se contenter de gérer les entreprises qu'elles possèdent dans leur portefeuille, à peine 14% expriment l'intention de lever des fonds pour financer leurs investissements.

Dans le détail, les acteurs du capital investissement qui prévoient d'investir en 2020 particulièrement les fonds transrégionaux vont prioriser le Maroc (25%) et les pays d'Afrique subsaharienne (25%) comme zone d'investissement prioritaire.

La Tunisie et l'Egypte suivent avec 17% des intentions d'investissements. A peine 8% de sondés voudraient investir en Algérie et dans d'autres zones.

Sur les 17% qui ont affirmé vouloir lever des fonds cette année, la grande majorité (43%) opte pour un financement au cours du premier semestre de l'année. 14% attendront le second semestre alors que 14% autres ne leveront leurs fonds qu'au premier semestre 2021. Les 29% restants,

eux, ne recourent à aucune levée de fonds avant fin juin 2021.

Côté sortie, les désengagements ne devraient intervenir pour 19% des sociétés de gestion et fonds qu'à partir du 31 mars. La tendance s'accélérait au second semestre pour 28% des sondés. Par ailleurs, 24% attendront le premier semestre 2021 pour retirer leurs billes contre 28% au second semestre 2021. □

M.A.B.



Les secteurs à investir

POUR leurs éventuels investissements futurs sur les 5 prochaines années, les 13% capital-investisseurs projettent de s'engager dans les secteurs de nouvelles technologies. 13% autres vont se placer dans l'agriculture. Les secteurs de la santé et la distribution intéressent les investisseurs à hauteur de 11% chacun. Pour 10% des sondés, l'investissement se fera dans les services et l'éducation. Les biens de consommation, le transport et logistique, ainsi que l'automobile sont les secteurs qui concentreraient les plus faibles niveaux d'investissement avec l'énergie, les télécommunications et le BTP. □

d'enquête menée auprès de 20 sociétés de gestion et sur la base de leurs déclarations (y compris les fonds infrastructure). Ainsi, 36% des sondés affirment vouloir se lancer dans un nouveau cycle d'investissements en plaçant leurs fonds dans de nouvelles entreprises en 2020. Pour le tiers d'entre eux, cette année sera à l'inverse celle des sorties. Elles chercheront en effet à se désengager de certaines entreprises dans lesquelles elles ont principalement effectué leur placement à l'issue de la période d'investissement qui se situe entre 5 et 7 ans. Et si 17% des sociétés de gestion

Baisse des levées du capital investissement en 2019

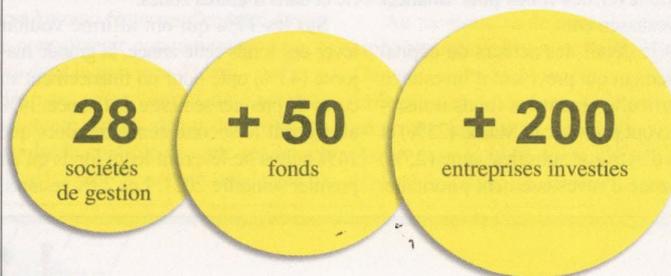
• Après une année record, l'encours se fixe à 1,2 milliard de DH

• Montée en puissance des fonds de 4e génération

• Les désinvestissements dépassent les investissements

LE capital investissement consolide ses performances pour 2019. Si le montant des levées de fonds s'est replié de 494 millions de DH par rapport à 2018 (qui était une année record) à 1,2 milliard de DH, elles ont atteint un montant global de 4,2 milliards de DH sur la période 2017-2019 se rapprochant ainsi du niveau de 2006-2011 (6,2 milliards de DH). Selon l'Association marocaine des investisseurs en capital (Amic), «la 4e génération

Radioscopie de l'activité du capital investissement en 2019



Actualités 2019

- Intégration de 3 nouveaux fonds d'Amethis NA
 - Amethis Fund I
 - Amethis Fund II
 - Amethis Mena Fund II
- Intégration de CDG Invest
- 9 nouveaux actes d'investissement
- 4 réinvestissements
- 11 nouveaux actes de désinvestissement

Levées de fonds	Investissements	Désinvestissements	Performance
En 2019 1.187 millions de DH	En 2019 765 millions de DH	En 2019 796 millions de DH	À fin 2019 TRI Brut 14 %
À fin 2019 20,8 milliards de DH dont: - 15,3 milliards de DH pour le capital investissement - 5,5 milliards de DH pour les fonds d'infrastructure	À fin 2019 8,5 milliards de DH dont: - 7,3 milliards de DH de nouveaux investissements - 1,2 milliard de DH de réinvestissements	À fin 2019 4,8 milliards de DH pour près de 120 actes de désinvestissements	Multiple 2 x

Source: Amic

de fonds a donc déjà largement dépassé les levées de la 3e (2011-2016) qui s'élevaient à 3,6 milliards de DH en seulement trois années». Et pour cause, dès 2017, les organismes de développement internationaux, plus particulièrement ceux établis dans l'Union européenne qui représentent 2/3 des levées de la 4e génération de fonds apportent plus de la moitié des fonds levés. L'association fait, toutefois, remarquer l'absence totale des compagnies d'assurances depuis 2017 alors que les caisses de retraite représentent près de 1% des levées.

Depuis 2012, les fonds transrégionaux représentent 73% des levées. En raison des contraintes de change, fiscalité et la non-connaissance de l'OPCC par les investisseurs étrangers, ils empruntent une forme juridique étrangère. En revanche, les fonds locaux (26%) préfèrent les véhicules juridiques marocains (OPCC et SA).

L'exercice 2019 a, tout de même, connu plus de désinvestissements que d'investissements. En effet, ce ne sont pas moins de 11 actes de désinvestissements qui ont été enregistrés contre 9 actes d'investissements pour un montant total avoisinant les 800 millions de DH. L'Amic affirme que «ce résultat constitue le 2e record après l'année 2017 (968 millions de DH) pour les sorties effectuées au cours des 10 dernières années». Le montant des sorties des 3 dernières années qui se chiffre à 2 milliards de DH est supérieur à celui atteint par la 3e génération de fonds qui se chiffrait à 1 milliard de DH entre 2012-2016. Les fonds ont pour leur part réalisé 122 actes de désinvestissements l'année dernière principalement auprès

des industriels et du marché secondaire soit 60% des montants désinvestis.

L'investissement a atteint 765 millions de DH dans 9 PME et 4 entreprises qui ont représenté des réinvestissements. «A ce jour, ce sont plus de 210 entreprises qui ont reçu un montant global d'investissement en capital de 15,3 milliards de DH», précise l'association dans son rapport annuel. Si les fonds restent globalement généralistes, le secteur industriel s'arroe encore la première place avec 34% des investissements réalisés en 2019. Il est suivi de celui des services et transport qui arrive en seconde position avec 25% des investissements. Sur le plan géographique, les régions de Casablanca-Settat et de Rabat-Salé-Kénitra concentrent plus de 85% des investissements.

Par catégorie, l'Amic affirme que 93% des montants investis par les fonds de 4e génération ont été opérés dans des entreprises en phase de développement. A peine 6% sont injectés dans des opérations d'amorçage et risque. Ceci dit, l'association relève une augmentation significative du nombre de deals de plus de 100 millions de DH entre les 3es et 4es générations de fonds de 13 à 23% ainsi que des transactions entre 10 et 20 millions de DH de 10 à 19%. Même la taille des fonds a permis de doubler en deux générations les tickets moyens d'investissements pour le développement, la transmission et le retournement les faisant passer de 43 millions de DH entre 2006 et 2011 à 92 millions de DH entre 2017 et 2019. Le ticket moyen pour les entreprises en phase d'amorçage/risque est lui à 8 millions de DH. □

M.A.B.